

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)

7 avenue des forges
BP 1
90700 Châtenois-Les-Forges

Références : UID257090/SPR/MV/2024/1224A
Code AIOT : 0005901380

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal) implanté 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des travaux de dépollution et de la transmission du bilan quadriennal.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENDRICKSON FRANCE (ex Frauenthal)
- 7 avenue des Forges BP 1 90700 Châtenois-les-Forges

- Code AIOT : 0005901380
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société HENDRICKSON FRANCE est spécialisée dans la fabrication de ressorts à lames et de bras de suspension pour les véhicules poids lourds.

Les procédés de fabrication sont essentiellement le travail mécanique des métaux et l'application de peintures.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement de la pollution par les COV	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Objectifs de dépollution	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Ecrémage du LNAPL par pompage-écrémage	Autre du 24/10/2018, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Traitement de la pollution par les COV	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.1.3	Sans objet
4	surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4	Sans objet
5	Barrière de protection de l'étang	Autre du 21/08/2017, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite d'inspection que les travaux de dépollution mentionnés dans le plan de gestion de 2017 ont été réalisés et que la barrière sparging est toujours en cours d'exploitation. Au vu des résultats obtenus, il semble nécessaire que l'exploitant poursuive la surveillance environnementale et se positionne par rapport aux recommandations formulées par Archimed Environnement au travers du bilan quadriennal.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement de la pollution par les COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.1.2

Thème(s) : Autre, Traitement de la pollution par les COV – stripping

Prescription contrôlée :

[...]L'effluent aqueux, après traitement, sera envoyé au réseau d'eaux pluviales du site se rejetant dans la Savoureuse.

Cet effluent rejeté au milieu devra respecter les valeurs limites suivantes :

Composé	Concentration maximale de rejet (dans le milieu naturel) en g/L
HCT	4500
Anthracène	0.4
Fluoranthène	0.5
Naphtalène	9
Benzo(a)pyrène	0.01
PCE	44
TCE	45
1.2 DCE	1100
CV	2
Arsenic	3.5
Cadmium	0.2

Chrome	12
Cuivre	7
Nickel	15
Plomb	1.9
Zinc	9

Constats :

Il a été constaté lors de l'inspection de 2021 que le traitement des effluents aqueux en lien avec le pompage écrémage de LNAPL était toujours en cours.

L'exploitant a transmis en amont de l'inspection, le bilan quadriennal réalisé par Archimed environnement en date du 7 novembre 2024 et référencé D2024-022-R01-V0. Ce bilan quadriennal concerne les travaux réalisés conjointement par Hendrickson et Sogefi.

Le bilan quadriennal ne fait pas état des travaux et analyses réalisés au niveau du lot 5 (pompage et écrémage de LNAPL) ni des concentrations maximales de rejet dans le milieu naturel relevées. L'exploitant a indiqué lors de la visite que 2480 L d'hydrocarbures ont été pompés entre novembre 2020 et mai 2022 mais que les résultats n'ont pas été intégrés dans le bilan quadriennal car ces travaux concernent uniquement Hendrickson.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, le bilan du suivi analytique des rejets du dispositif de pompage écrémage. Celui-ci pourra utilement être annexé au bilan quadriennal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Traitement de la pollution par les COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 2.1.3

Thème(s) : Autre, Traitement de la pollution par les COV -ISBR

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra procéder, sous le délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêt (soit 3 mois après la fin des injections de fer zéro valent) au traitement du panache de COHV dans les eaux souterraines au droit de la zone centrale de l'ancien site ARA par une

technique de bio-remédiation par voie anaérobie (ISBR) ; les dispositifs d'injection en nappe correspondants seront implantés dans l'aquifère alluvial sur plusieurs lignes positionnées perpendiculairement à l'axe d'écoulement naturel du panache.

Constats :

Le bilan quadriennal en date du 7 novembre 2024 réalisé par Archimed environnement et référencé D2024-022-R01-V0 indique que lors de la première phase réalisée en juin 2021, environ 9 tonnes de lactate et 1 tonne d'huile ont été injectées. La deuxième phase d'injection a été réalisée en octobre 2021 avec les mêmes quantités. La 3ème et dernière campagne d'injection a été réalisée en mars 2022, toujours avec les mêmes quantités.

Le bilan quadriennal mentionne également : « L'abattement des concentrations avant et après les injections au droit du panache montre un taux de réduction des concentrations d'une moyenne de 89 % pour le PCE, de 99 % pour le TCE, DCE et CV. »

Toutefois il apparaît que des concentrations notables en PCE sont détectées au droit du piézomètre PZ41 (concentrations comprises entre 600 g/L et 1900 g/L entre 2022 et 2023). A ce titre Archimed environnement recommande, pour améliorer les objectifs de dépollution au droit de Pz41, la mise en œuvre d'une dernière campagne d'injection en amont du Pz41, puis en fonction des résultats, la réalisation de sondages de sols au droit de la PAOC 5 (Potential Area Of Contamination - zone source potentiel) qui est située en limite Sud de l'ancien site ARA au cœur du panache de pollution.

Il recommande également, la réalisation d'une campagne synchrone sur les piézomètres du lot 3 avant injection, l'augmentation de la fréquence de mesure de manière mensuelle pendant les 6 mois suivants l'injection puis un suivi semestriel pendant 1 an jusqu'à stabilisation des concentrations et l'analyse du paramètre CH4 de manière trimestrielle puis semestrielle.

L'exploitant a confirmé lors de la visite qu'une 4ème phase d'injection est prévue notamment afin d'améliorer les objectifs de dépollution au droit de Pz41.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant la mise en œuvre effective de la campagne d'injection, reliquat du lot 3, au droit du piézomètre PZ41. L'exploitant informera l'inspection des installations classées de la date de réalisation de cette campagne d'injection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Objectifs de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 3

Thème(s) : Autre, Objectifs de dépollution

Prescription contrôlée :

Le traitement des zones polluées devra permettre l'atteinte des objectifs suivants :

- réduction des concentrations maximales observées en solvants chlorés totaux (PCE, TCE, DCE et CV) d'environ 80 % ou jusqu'à l'atteinte d'une asymptote dans la zone source et les eaux souterraines proches.
- atteinte des concentrations seuils eau potable dans les eaux souterraines en limite aval du site- atteinte des concentrations [...] fixées en objectifs dans le SAGE pour les eaux de l'étang

Constats :

Concernant l'atteinte des objectifs de dépollution, le bilan quadriennal réalisé par Archimed environnement en date du 7 novembre 2024 et référencé D2024-022-R01-V0, fait état des éléments suivants :

- zone source et eaux souterraines proches :

- **lot 1 Excavation (zone source principale - Pz58, Pz59, Pz1 et Pz2):**

Il y a une réduction des concentrations maximales observées en solvants chlorés totaux (PCE, TCE, DCE) conforme aux attendus. La réduction des concentrations atteint 83 % pour le PCE, 95 % pour le TCE, 92 % pour le DCE et 97 % pour le CV.

Toutefois les résultats présentés dans le bilan quadriennal s'arrêtent en 2021. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le suivi des piézomètres continu bien d'être effectué mais que les résultats n'ont pas été intégrés au bilan quadriennal.

Le bilan quadriennal devra être complété concernant ce suivi piézométrique.

De plus, il apparaît au travers du paragraphe sur « l'approche transversale sur l'ensemble du site » que les objectifs concernant le paramètre CV ne sont pas atteints au droit des piézomètres 58 et 59 (concentrations respectives de 318 g/L et 115 g/L en juin 2023).

- **Lot 2 Traitement ISCR (zone source principale - Pz58, Pz59, Pz1, Pz2 et zone source secondaire - Pz47 et Pz3 Styria bis) :**

Concernant la zone source principale l'abattement des concentrations avant et après travaux d'injection ISCR (In situ Chemical Reduction) montre un taux de réduction des concentrations moyen de 95 % pour le PCE et TCE, de 92 % pour le DCE et une augmentation de 100 % pour le CV. Au niveau de la source secondaire, il apparaît au travers du bilan quadriennal que les objectifs de dépollution au droit de PZ47 n'ont pas été atteints.

Toutefois, de la même manière que pour le lot 1 les résultats présentés dans le bilan quadriennal s'arrêtent en 2022, ceux-ci devront être complétés. Pour améliorer les objectifs de dépollution au droit de PZ47, Archimed environnement recommande dans le bilan quadriennal les mesures suivantes :

- la création d'un piézomètre pour délimiter l'impact latéral Nord de la zone source secondaire ;
- l'analyse des eaux souterraines en aval du panache et en aval de la zone source secondaire afin de caractériser les apports ;
- la validation des données du modèle avec la mise en place du « stop and Go »
- la réalisation de diagnostics complémentaires et la dépollution des sites concernés (PAOC 5 et zone source secondaire) OU le maintien de la barrière de sparging (dans le cadre d'une concordance avec le modèle) OU l'arrêt programmé de la barrière de sparging ;

- limite aval du site :

- **Lot 3 traitement ISBR (PZ42, PZ41, PZ24, PZ43, PZ20 ARA, PZ34, PZ4 ARA, PZ32, PZ45,**

PZ31, PZ22 ARA, PZC amont et aval, PZ49 et Pz33) :

Comme mentionné dans le constat précédent, l'abattement des concentrations avant et après les injections au droit du panache montre un taux de réduction des concentrations d'une moyenne de 89 % pour le PCE, de 99 % pour le TCE et DCE.

Toutefois il apparaît que des concentrations en PCE sont détectées au droit du piézomètre PZ41 et qu'à ce titre les concentrations fixées par l'arrêté préfectoral ne sont pas atteintes.

Archimed environnement recommande, pour améliorer les objectifs de dépollution au droit de Pz41, la mise en œuvre d'une dernière campagne d'injection en amont du Pz41, puis en fonction des résultats, la réalisation de sondages de sols au droit de la PAOC 5 (Potential Area Of Contamination - zone source potentiel) qui est située en limite Sud de l'ancien site ARA au cœur du panache de pollution.

De plus, il apparaît au travers du paragraphe sur « l'approche transversale sur l'ensemble du site » que les objectifs concernant le paramètre PCE ne sont pas atteints au droit des piézomètres 41, 49 et PZ C amont (concentrations respectives de 1440 g/L, 457 g/L et 102 g/L en juin 2023).

- **Lot 4 Barrière de sparging (PZ3 styria bis, PZ6 styria, Pz30, PZ22 ARA, Pzc Amont et PZC Aval, PZ31 et PZ35) :**

Il est mentionné dans le bilan quadriennal que l'évolution des concentrations en aval de la barrière de sparging ne permet pas d'atteindre les concentrations fixées par l'AP.

Il apparaît notamment au travers des graphiques présentés que des concentrations en PCE sont détectées au droit de PZ6 Styria, des concentrations en TCE sont détectées au droit de PZ3 styria bis et PZ30.

- eaux de l'étang :

Il n'est pas fait mention des résultats au niveau des eaux de l'étang dans le bilan quadriennal. Il est demandé à l'exploitant d'intégrer au bilan quadriennal le suivi des eaux de l'étang notamment au travers des piézomètres Etang 1, 2 3 et 4.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le bilan quadriennal en intégrant les dernières données relatives au suivi piézométrique ainsi que de compléter les données de suivi des eaux de l'étang. Le bilan devra également faire apparaître le suivi du paramètre arsenic.

L'exploitant devra également se positionner vis-à-vis des recommandations effectuées par Archimed environnement avec un phasage des différentes actions retenues.

De manière générale, il est à noter qu'au vu des propriétés toxicologiques du CV, ce paramètre bien que témoignant de la chaîne de dégradation PCE -> TCE -> DCE, est à surveiller particulièrement. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la diminution des concentrations en CV, notamment en lien avec la dernière campagne d'injection de fer zéro valent.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2019, article 4

Thème(s) : Autre, surveillance environnementale – pérenne

Prescription contrôlée :

La durée de la surveillance pérenne sera de 4 ans avec une périodicité d'analyses semestrielles. A l'issue de cette période de surveillance, le programme de surveillance pourra être adapté à la demande de l'exploitant et sur la base d'un bilan des résultats du suivi réalisé.

Constats :

L'exploitant a bien transmis le bilan quadriennal réalisé par Archimed environnement en date du 7 novembre 2024 et référencé D2024-022-R01-V0. Dans ce bilan Archimed environnement recommande notamment la modification du suivi des eaux souterraines avec la proposition d'un nouveau réseau, avec une nouvelle fréquence et des paramètres adaptés aux dernières données post-travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de se positionner précisément concernant la modification du programme de surveillance environnementale pérenne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Barrière de protection de l'étang

Référence réglementaire : Autre du 21/08/2017, article 8

Thème(s) : Autre, Barrière de protection de l'étang

Prescription contrôlée :

8.2 Une barrière de protection en amont immédiat de l'étang (à l'est) pour dégrader les flux résiduels de CV en cas de biodégradation lente ou incomplète : une barrière de biosparging, constituée d'une ligne de puits densifiée et étendue aux extrémités afin de bien capturer l'ensemble du panache. Les puits d'injection seraient implantés jusqu'au mur de l'aquifère alluvial selon une ligne perpendiculaire à l'axe du panache, en limite de site. Afin de détruire le CV sans toutefois oxygéner le milieu et risquer de réduire les effets de la bioremédiation en zone aval, il est proposé de conditionner la mise en route de cette barrière aux concentrations en COHV mesurées dans l'étang : si un dépassement des objectifs de réhabilitation est observé et confirmé dans un délai de deux semaines, démarrage de la barrière ; arrêt dès lors que les teneurs dans l'étang sont stabilisées sous ce seuil (observation et confirmation sous deux semaines). 8.3 une barrière de protection en amont immédiat de l'étang (au nord) pour arrêter les flux résiduels de COHV (PCE, DCE et CV) en cas de dégradation lente ou incomplète via une barrière de biosparging, constituée d'une ligne de puits densifiée et étendue aux extrémités afin de bien capturer l'ensemble du panache. Les puits d'injection seraient implantés jusqu'au mur de l'aquifère alluvial selon une ligne perpendiculaire à l'axe du panache, en limite de site.

Constats :

Le bilan quadriennal réalisé par Archimed environnement en date du 7 novembre 2024 et référencé D2024-022-R01-V0 indique que le lot « barrière de sparging » est en cours d'exploitation depuis septembre 2020. Cette barrière de sparging fonctionne en continu. Elle vise à la dégradation aérobie du chlorure de vinyle et au stripping du PCE. Lors de la visite sur site, le dispositif de traitement ainsi que les piézomètres associés ont pu être constatés.

Le bilan quadriennal indique que les concentrations en entrée de barrière de panache sont globalement à la baisse ce qui corrobore un effet global positif des traitements en place.

Archimed environnement a réalisé une modélisation du panache de pollution afin d'envisager l'arrêt de la barrière de sparging, avec une procédure de Stop and Go. L'exploitant a confirmé lors de la visite d'inspection vouloir s'orienter vers un arrêt effectif de la barrière de sparging.

6 hypothèses de modélisation ont été envisagées et le bilan quadriennal conclut à ce sujet que :
« Dans tous les cas de figure où la barrière de sparging est arrêtée complètement ou temporairement, les concentrations en CV au PZ C aval puis à l'étang augmente dans les 2 mois qui suivent jusqu'à dépasser la limite de qualité pour l'eau potable (0,5 g/L) et même atteindre les 10 g/L.

Concernant les PCE et TCE, un arrêt de la barrière de sparging pourrait être envisagé après 3 ans (période à partir de laquelle, les concentrations chutent en deçà de 10 g/L). [...]

L'arrêt de la barrière de sparging ne semble pas pouvoir être envisagé à ce stade comme solution pérenne au risque d'observer un relargage des concentrations dans l'étang. Ce relargage s'explique majoritairement par la contribution de la zone source secondaire pour laquelle les concentrations restent importantes mais également les quantités de CV qui restent encore au sein du panache principal du fait de la dégradation de PCE, TCE et DCE des dernières années, migrant vers l'étang lorsque le sparging est inactif. »

Considérant les conclusions du bilan quadriennal sur la modélisation de l'arrêt de la barrière de sparging ainsi que le fait que l'évolution des concentrations en aval de la barrière ne permet pas d'atteindre les concentrations fixées par les arrêtés préfectoraux et que par ailleurs, une dernière campagne d'injection ISBR est prévue et que les travaux de dépollution ne sont pas terminés, **l'arrêt de la barrière de sparging n'est pas envisageable à ce stade.**

Toutefois, lorsque l'exploitant sera en mesure de justifier d'une diminution effective des concentrations en CV au niveau de la barrière de sparging, témoignant d'une biodégradation complète, cette possibilité pourra être envisagée. L'exploitant devra alors transmettre les éléments justificatifs comme mentionnés précédemment ainsi que les modalités précises de l'essai de stop and go notamment les paramètres suivis, leurs fréquences d'analyse, les durées de stop et les modalités de go (tenant compte de seuils des paramètres à ne pas dépasser, de la vitesse de d'augmentation de certains paramètres...) ainsi que les actions à conduire. Le paramètre arsenic doit a priori faire partie des paramètres intégrés à la surveillance. Si ce n'est pas le cas, son absence d'analyse doit être justifié.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des conclusions du bilan quadriennal et des recommandations effectuées par Archimed environnement, il est demandé à l'exploitant de réaliser un complément au plan de gestion comprenant notamment un bilan coût avantage des mesures de gestion suivantes :</p> <p>→ la réalisation de diagnostics complémentaires et la dépollution des sites concernés (PAOC 5 et zone source secondaire) OU</p> <p>→ le maintien de la barrière de sparging pour 3 ans (dans le cadre d'une concordance avec le modèle) avec arrêt de la barrière à l'issue des 3 ans, poursuite de la surveillance des eaux souterraines et restrictions d'usage (le type de restriction et la surface concernée devront être précisées).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Ecrémage du LNAPL par pompage-écrémage

<p>Référence réglementaire : Autre du 24/10/2018, article 2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Ecrémage du LNAPL par pompage-écrémage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Addendum plan de gestion du 24/10/2018 paragraphe 2 La lentille d'hydrocarbures flottants (LNAPL) présente au droit du site dans la zone de l'ancien déshuileur (PZ2-ARA) sera traitée par pompage-écrémage. Cette technique consiste à installer des puits de pompage afin de créer un cône de rabattement de nappe où le LNAPL vient s'accumuler et peut être collecté au moyen de dispositifs d'écémage. Le LNAPL extrait est stocké dans une cuve et régulièrement éliminé en filière hors site, tandis que les effluents aqueux (eaux souterraines) du pompage sont traités dans une unité de traitement sur site avant d'être rejetés au milieu. Il est prévu d'installer 3 ou 4 puits de pompage minés de pompes installées en fond d'ouvrage, et quelques puits équipés de dispositifs d'écémage disposés à l'interface nappe/ LNAPL. Le débit total d'effluent pompé est estimé à 20 m³/h. L'unité de traitement des effluents sera constituée :- d'un séparateur/ déshuileur* partie haute : récupérer la phase flottante d'hydrocarbures LNAPL pour l'envoyer vers cuve de stockage sur rétention ou double peau ; * partie haute : extraire les effluents susceptibles de contenir des hydrocarbures en phase dissoute (et traces d'autres polluants du site)- d'un filtre à charbon actif pour traiter la pollution résiduelle dissoute. Après traitement, les effluents sont envoyés au réseau d'eaux pluviales du site, qui rejoint le canal usinier, qui se rejette dans la Savoureuse en aval du site. Le LNAPL collecté et une émulsion huile/ eau seront régulièrement évacués hors site en filière agréé, afin de minimiser le risque d'incident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné précédemment, le bilan quadriennal ne fait pas état des travaux et analyses réalisés au niveau du lot 5 (pompage et écrémage de LNAPL) ni des concentrations maximales de rejet dans le milieu naturel relevées. L'exploitant a indiqué lors de la visite que 2480 L d'hydrocarbures ont été pompés entre novembre 2020 et mai 2022 mais que les résultats n'ont pas été intégrés dans le bilan quadriennal car ces travaux concernent uniquement Hendrickson.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, le bilan du suivi analytique des rejets du dispositif de pompage écrémage. Celui-ci pourra utilement être annexé au bilan quadriennal.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois